

LA RUSSIE EN AFRIQUE : MENACE OU OPPORTUNITÉ POUR LA FRANCE EN AFRIQUE FRANCOPHONE

Numéro 1/3 « Une conciliation irréalisable »

HICHEM HAMICHE
11 JANVIER 2023

Entretien avec Anne-Cécile Robert, Directrice des Relations Internationales du
Monde Diplomatique

Interviewer : Hichem Hamiche, Diplômé du Master Diplomatie et Relations
Internationales



Crédit photo : The Kremlin Stories

LA RUSSIE EN AFRIQUE : MENACE OU OPPORTUNITÉ POUR LA FRANCE EN AFRIQUE FRANCOPHONE

Numéro 1/3 « Une conciliation irréalisable »

HICHEM HAMICHE
11 JANVIER 2023

Entretien avec Anne-Cécile Robert, Directrice des Relations Internationales du
Monde Diplomatique

Interviewer : Hichem Hamiche, Diplômé du Master Diplomatie et Relations
Internationales



Crédit photo : POOL NEW / REUTERS

H. Hamiche : La Françafrique existe-t-elle toujours ? Quel avenir pour la France en Afrique ?

A.-C. Robert : C'est une question tellement vaste ! Déjà, il faut rappeler ce qu'on appelle la Françafrique. Historiquement, c'est ce qui est né après les indépendances est une forme de néocolonialisme français qui est formé dans un contexte particulier à partir des années 1960 après la période coloniale. Il y a une forme de néocolonialisme qui fait que la France n'est jamais complètement partie de l'Afrique francophone ni du point de vue économique, ni du point de vue militaire puisqu'il y avait des bases militaires actives encore aujourd'hui sur le continent et une très forte présence des intérêts français, qu'ils soient économiques à travers les grandes entreprises françaises et tout un tissu de PME.

Ce qu'on appelle la Françafrique est un mot qui vient de François Xavier Verschave, qui a créé l'association *Survie*. La Françafrique est un milieu fermé entre les hautes sphères politiques et économiques de la France et des pays d'Afrique francophones favorables aux intérêts français. Le terme relie les deux mots pour montrer une connivence des convergences d'intérêts entre ce que souhaite la France et des « amis » africains qui sont souvent choisis par la France puisque celle-ci soutient des régimes, met en place les personnes qu'elle aime bien et élimine ceux qu'elle n'aime pas. Il y a eu des opposants qui ont été assassinés, probablement par la France.

La Françafrique est un système assez complet (économique, renseignement, politique, militaire...) et tout est fait sur le dos des populations africaines. En tant que système, la Françafrique est en train de se terminer. Ce n'est pas complètement fini mais on a quand même changé d'époque. Par exemple, le Mali montre bien que la France n'a plus le contrôle. Il y a certains régimes qui nous échappent maintenant complètement, ce n'était pas possible il y a 30 ans.

H. Hamiche : Il y a un sentiment anti-français qui est en train de naître parmi les populations. On dit que c'est à cause des propagandes russes ou des autres puissances mais il y a aussi un sentiment populaire anti-français, non ?

A.-C. Robert : Oui. Mais il faut analyser ce sentiment. Il y a beaucoup de choses qui ont été écrites sur ce sujet. Par exemple le prix Goncourt sénégalais, Mohammed Mbougar Sarr, interrogé sur cette question, a dit oui. Il y a un sentiment anti-français mais c'est plus une colère générale de la jeunesse contre les élites. D'après lui, la France paye pour un problème qui est beaucoup plus large (corruption, sous-développement, le fait que les jeunes n'aient pas de perspective d'avenir) et l'attention est concentrée sur la France. La Françafrique, contrairement au Royaume Uni, constitue le maintien de la France et des intérêts français. Mais ces propos montrent que le problème est beaucoup plus large que ça. Cette colère est contre l'impérialisme sous toutes ses formes qui prive les jeunes de tout horizon. Une part du mécontentement est d'ailleurs orientée contre les élites africaines elles-mêmes. Les jeunes les tiennent aussi pour responsables de la désespérance.

La France est un peu le symbole d'un ordre économique qui est inégalitaire et injuste dont les populations souffrent. Donc cette colère se retourne contre la France même si celle-ci n'est pas l'unique responsable, il y a aussi le FMI, etc.

H. Hamiche : Nous avons vu avec la guerre d'Algérie que la France tend à réagir politiquement un peu tard. Est-ce l'une des causes qui fait que l'on constate une perte d'influence des Français sur tout le territoire africain ?

A.-C. Robert : C'est difficile à dire, en tout cas les chiffres sont parlants. Il y a 20 ans, la France était le premier partenaire commercial des pays d'Afrique francophone, maintenant c'est la Chine. Pourquoi cette perte d'influence ? La mémoire doit jouer. On met beaucoup en avant la guerre d'Algérie, mais est-ce que c'est le seul facteur ? Et est-ce que c'est le facteur déterminant ? Je ne sais pas. Je pense qu'il y a une dimension économique et sociale très forte. Mais il faudrait vraiment regarder de près : est-ce que la France est plus injuste que le Royaume Uni ou que la Chine ?

H. Hamiche : Justement, dans les pays anciennement britanniques on voit des pays plus développés que ceux d'Afrique francophone.

A.-C. Robert : Vrai. On l'a écrit dans le monde diplomatique.

H. Hamiche : Sur la liste des milliardaires africains, la plupart sont anglophones issus des anciennes colonies anglaises.

A.-C. Robert : L'Afrique anglophone a de meilleurs résultats économiques que l'Afrique francophone. Certains mettent en cause le Franc CFA qui serait un étouffoir pour les économies. Plusieurs ont écrit là-dessus notamment Ndongo Samba Sylla, un économiste sénégalais qui a écrit un livre avec Fanny Pigeaud (*L'arme invisible de la Françafrique*). Mais vous voyez on est ici sur un autre terrain qui est l'échec économique. D'ailleurs, il me semblerait plus pertinent pour les jeunes générations de se concentrer là-dessus. Est-ce que le modèle économique promu par la France en Afrique est pertinent ? Moi, je pense que non.

La France va aujourd'hui payer des monuments sur les crimes de l'esclavage mais ça ne donnera pas à manger aux gens. C'est vrai que c'est une reconnaissance du crime contre l'humanité mais ce n'est pas ça qui va donner des perspectives aux jeunes. Souvent on mélange un peu tous les aspects mais ce qui est en cause, ce sont les structures économiques : la manière dont l'Afrique est insérée dans la mondialisation, les rapports commerciaux, le libre échange...

H. Hamiche : Dont la France est l'une des promotrices.

A.-C. Robert : C'est vrai.

H. Hamiche : Parlons de votre opinion sur le président russe Vladimir Poutine. Pour reprendre l'idée de Julien Théron dans son livre *"Poutine, la stratégie du désordre"*, pour vous est-ce que Poutine a une vision manichéenne du monde ?

A.-C. Robert : Tel qu'on le voit agir, il donne plutôt l'impression d'être quelqu'un de très cynique et de très pragmatique. Il ne donne pas l'impression d'être préoccupé par la notion du bien et du mal ou le camp du bien et du mal mais plutôt par des intérêts y compris au détriment des populations. Là, il a estimé que son intérêt était d'attaquer l'Ukraine sans se soucier qu'il y ait des morts. Je le vois plutôt comme quelqu'un de cynique dont l'objectif est d'installer ou de réinstaller la Russie à la table des grandes puissances. C'est quelqu'un qui l'a dit et écrit, qui se sent humilié par la manière dont a été traitée la Russie après la chute de l'URSS. Celle-ci avait complètement plongé économiquement à la limite du sous-développement.

Son projet est de refaire de la Russie une grande puissance militaire, ce n'est pas très convaincant avec ce qui se passe en Ukraine, mais aussi une grande puissance économique, ce qui explique son offensive en Afrique puisqu'il y a énormément de ressources minières. La Russie est par exemple très présente en Guinée (Bauxite), ou au Mali où il y a de l'or. Quels sont les intérêts de la Russie ? La compagnie Wagner est une façon pour la Russie d'exporter un savoir-faire sécuritaire. C'est de l'influence, de l'argent et de la technologie. Tout ce qui est militaire et sécuritaire, ça permet à la fois de garantir la sécurité des mines ou des zones économiques importantes par exemple et à la fois de faire de l'exportation de technologies, des armes, de la surveillance, des drones... C'est très lucratif et ça permet aussi de faire de l'influence. Les israéliens font ça aussi en Afrique. Ils sont très présents et très forts dans la sécurité. Ça paye tout de suite. Par exemple, quand une compagnie de sécurité assure la sécurité d'une capitale, c'est le jackpot tout de suite ; c'est le cas de Wagner en République Centrafricaine. Donc on voit un côté un peu « appât du gain ».

H. Hamiche : Pensez-vous que cette approche ultra-rationaliste de Poutine peut limiter sa politique étrangère, notamment en Afrique ou en Ukraine ? Penser trop de façon rationnelle sans penser à l'irrationnel (réaction de l'Europe par exemple vis-à-vis de l'Ukraine) n'est-il pas facteur de risque ?

A.-C. Robert : La Russie s'était préparée aux sanctions, nous avons écrit dans le Monde Diplomatique avec ma collègue Hélène Richard un article sur les sanctions il y a deux mois où nous montrions que la Russie avait commencé à construire une espèce de souveraineté alimentaire, rapatrier certains avoirs, s'intéresser à l'autonomie des banques... Ce qui fait qu'elle est certes touchée mais pas tant que ça, moins que si cela avait été il y a dix ans par exemple.

Ce que vous appelez « l'ultra rationalisme » moi j'appelle ça du « cynisme » fait que peut-être il ne mesure pas les aspects en termes d'image. En ce moment il y a certains pays qui étaient sensibles à la propagande russe et qui sont horrifiés par ce qu'il se passe. Celle-ci peut perdre en capital de sympathie.

ENTRETIEN

H. Hamiche : Surtout qu'il s'est embourbé et politiquement il est complètement bloqué. Il ne s'attendait certainement pas à rester aussi longtemps en guerre.

A.-C. Robert : Il ne s'attendait probablement pas à rester aussi longtemps. Après on ne sait toujours pas ce que sont ses objectifs de guerre. Est-ce qu'il a envisagé de faire tomber le régime ukrainien et de prendre toute l'Ukraine ? C'est possible. Est-ce que depuis le départ, il a en vue de mettre la main sur le nord de la Mer Noire, l'est de l'Ukraine ? On ne sait pas. C'est très opaque donc ce que l'on constate c'est que les performances de l'armée russe sont très en dessous de ce que l'on pensait et que ce que lui attendait.

Après j'écoutais le président Macron et son ministre des affaires étrangères Jean Yves Le Drian qui disaient qu'il ne faut pas s'y mêler... Quand on dit ça, c'est qu'on vise un accord quand même. C'est-à-dire que s'il perd la guerre, ce ne sera pas une capitulation. Si on interprète les termes de l'époque du président Macron et de Jean Yves Le Drian, il serait dangereux d'humilier la Russie.

H. Hamiche : C'est toujours dangereux d'humilier un adversaire.

A.-C. Robert : C'est ce qu'on a fait en 1918 avec l'Allemagne et 20 ans après nous nous sommes pris ce que nous savons. Quand j'ai entendu cette phrase je me suis dit que par conséquent et malgré ses erreurs et les échecs de son offensive, il va peut-être quand même récupérer quelque chose car on n'a pas intérêt à ce qu'il perde complètement la face. Je n'en sais rien, on n'en est qu'à des hypothèses.

H. Hamiche : Avec cette guerre en Ukraine, est-ce que nous allons vers une reconstitution des logiques de blocs dans une néo-guerre froide ?

A.-C. Robert : C'est difficile parce qu'il y a un langage de guerre froide du côté des occidentaux, c'est sûr. Par exemple, les occidentaux font bloc derrière les États-Unis et l'Union Européenne. Mais pour le reste du monde, on ne voit pas de bloc. C'est-à-dire que la Chine soutient la Russie mais n'est pas collée à celle-ci pour autant.

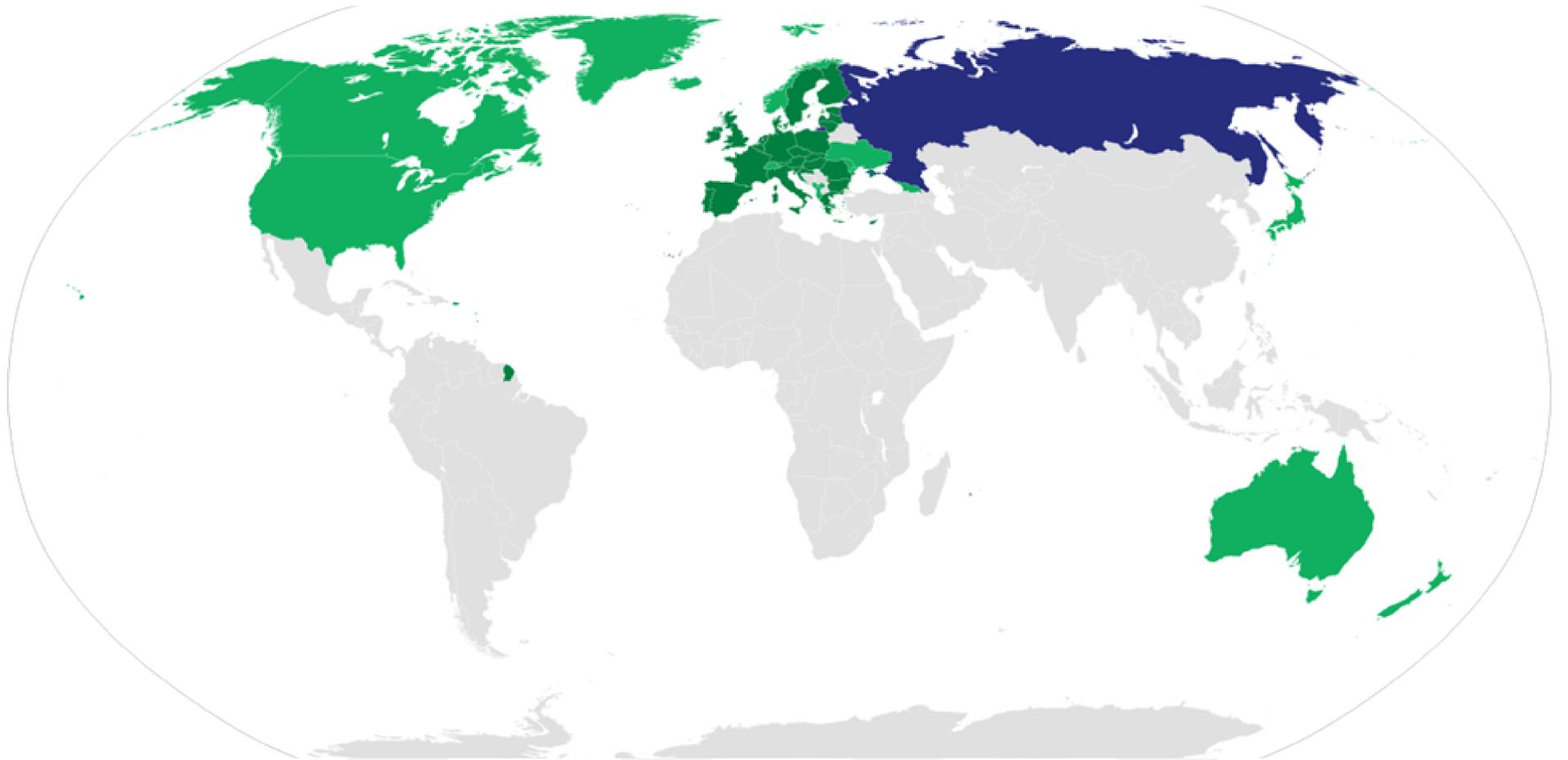
H. Hamiche : S'ils ont des intérêts communs ils s'entendront sinon...

A.-C. Robert : Donc là on n'assiste pas à un bloc.

H. Hamiche : On l'a vu avec la guerre en Ukraine, la Chine n'a pas soutenu sans réserve la Russie.

ENTRETIEN

A.-C. Robert : Voilà la carte des pays qui ont adopté des sanctions contre la Russie (en vert) :



Donc on voit ce que sont vraiment les Occidentaux, avec l'exemple du Japon, de l'Australie etc. On voit clairement un bloc mais pour tout le reste, quand on regarde la carte des votes à l'ONU en Afrique, beaucoup de gens ne voulaient pas voter, d'autres se sont abstenus. Pour l'instant, on ne voit pas de bloc russo-chinois. On ne constate pas un bloc anti-occidental. On voit des choses un peu disparates. On voit des réticences, un soutien sans enthousiasme, « je condamne mais je ne sanctionne pas, je vote un truc mais pas l'autre ».

Apparemment cette guerre va durer. Au fur et à mesure, si la Russie s'affaiblit trop, les Chinois ne voudront pas rester seuls face aux Américains donc on ne sait pas. On a une géopolitique un peu en camaïeu, avec des alliances du côté chinois très pragmatiques. Ils ont beau proclamé l'amitié sans limite avec la Russie, ils ont quand même accepté que la Russie soit suspendue du conseil d'administration de la banque des règlements internationaux.

H. Hamiche : Il est clair qu'ils ne vont pas se suicider ensemble.

A.-C. Robert : Exact. C'est comme l'Inde. Elle est dans le QUAD avec les américains mais en même temps elle soutient la Russie en lui achetant du pétrole. Donc c'est pas du tout une logique de bloc, on est plutôt à la carte.

H. Hamiche : Nous sommes plongés dans un monde ultraréaliste.

A.-C. Robert : Oui complètement.

H. Hamiche : Pensez-vous que la Russie veut jouer un rôle d'arbitre politique en Afrique ? A part peut-être l'or pour sa monnaie, elle n'a pas tant besoin de ressources que ça comme la France. Sa prise de position géopolitique en Afrique ne serait pas plutôt de posséder les « cartes » qu'elle pourra redistribuer ensuite aux autres puissances comme la France ou les Etats-Unis ? Ses buts ne sont-ils pas plus politiques que économiques ?

A.-C. Robert : Je ne sais pas, il faudrait regarder de plus près. Il y a des intérêts économiques, c'est sûr. Après politiquement aussi par exemple on sait que la Russie cherche des voix à l'assemblée de l'ONU, ce que faisait la France jusqu'à une période récente. Il y avait des majorités quasiment automatiques derrière la France à l'ONU, et c'est fini aujourd'hui. C'est très difficile de savoir avec les Russes. Cela fait partie des hypothèses. Ils auraient envie de chercher des appuis politiques, ce serait pourquoi elle diffuse des intox pour couper les liens avec la France. Ce sont des alliés fidèles qui ne donnent pas de leçons de morale.

H. Hamiche : Car ils n'ont pas de passé colonial en Afrique ?

A.-C. Robert : Oui et surtout ils ont soutenu leurs alliés africains communistes après les indépendances. Sur le continent ça circule beaucoup que la Russie n'a jamais eu d'esclaves africains.

H. Hamiche : Y a-t-il donc un plan stratégique de la Russie pour remplacer la France en Afrique francophone ?

A.-C. Robert : Je ne sais pas si c'est aussi clair que ça. En tous cas, il y a des places à prendre, et la France est attaquée : elle est ciblée là où elle avait traditionnellement une domination très forte. Le Cameroun par exemple a signé un accord de sécurité avec la Russie alors que cet endroit est traditionnellement français.

H. Hamiche : Sur son pré carré donc.

A.-C. Robert : Mais il n'y a pas que la Russie, les Anglais étendent le Commonwealth au Gabon, au Togo aussi.

H. Hamiche : D'une manière bien plus timide on voit aussi la Turquie qui s'installe de plus en plus sur le continent africain.

A.-C. Robert : Nous avons publié des articles dans le Monde Diplomatique sur l'offensive turque.

H. Hamiche : Ils ne veulent pas forcément une confrontation directe avec les Français, mais économiquement ils essaient de s'implanter.

A.-C. Robert : L'Afrique représente 30% des ressources minières du monde.

H. Hamiche : Donc la compétition est lancée ?

A.-C. Robert : On voit que les Chinois en Afrique de l'Est contrôlent les ports pour exporter les matières premières et sont partis en Afrique centrale où ils font des lignes de chemins de fer pour sortir les minerais du Congo vers les ports du Kenya, de Tanzanie. L'Afrique est un champ de guerre d'influence et la France n'est pas très bonne là-dedans. Elle n'est pas douée du tout.

H. Hamiche : Vous disiez à l'instant qu'il n'y avait pas de bloc sino-russe, en tous cas pas aussi fort que le bloc occidental. Ne pensez-vous donc pas que ce soit une opportunité que la France peut saisir pour se mettre d'accord avec les Russes dans certaines zones contre les Chinois ou autre grande puissance, pour arbitrer et faire une sorte d'entente zone par zone en fonction de leurs intérêts ?

A.-C. Robert : C'est ce que la France devrait faire mais elle ne le fera pas malheureusement. Ce serait une politique intelligente. La France manque de pragmatisme. C'est lié aux engagements européens. Nos amis européens n'aiment pas ce que font les Français en Afrique. Les Allemands notamment jugent que le néocolonialisme ça suffit. Et par ailleurs, la France fait beaucoup de morale, alors que ce que vous décriviez et que je partage en grande partie nécessiterait une forme de pragmatisme et de réalisme et là la France n'est pas du tout dans ça. Elle est dans les leçons de morale c'est à dire qu'elle ne va pas passer des accords ponctuels avec des pays qu'on estime ne pas être des démocraties comme la Chine ou la Russie. Cela limite effectivement notre jeu puisque la Russie et la Chine sont des acteurs majeurs du continent africain. Si vous faites des leçons de morale, effectivement à la vue de la nature des régimes chinois et russe vous n'avez aucune marge de manœuvre et la tête coincée avec les Américains et les Britanniques. Donc en gros vous ne faites au final pas grand chose.

H. Hamiche : Vous ne pensez pas que la France pourrait se servir du poids qu'elle a dans l'Union Européenne comme levier de négociation avec la Russie pour le cas de l'Afrique ? Vu que les Européens ne sont pas d'accord, comme vous dites, avec la politique française en Afrique, vous pensez que ça n'arrivera jamais ?

A.-C. Robert : Je ne vois pas trop, non. Si vous regardez la boussole stratégique de l'Union Européenne en matière de géopolitique, qui a été adoptée par l'Union au mois de mars 2022, on parle beaucoup d'Asie mais très peu d'Afrique.

H. Hamiche : Il n'y a pas mention de l'Afrique ?

A.-C. Robert : Si, mais de manière très secondaire. On parle notamment de la Russie. On parle beaucoup des États-Unis, de l'Asie, un peu de la Méditerranée. Dans cette boussole, on n'observe qu'un seul paragraphe pour l'Afrique et pas de mesures stratégiques spécifiques concernant ce continent. L'Afrique n'est pas une priorité stratégique pour l'Union alors que pour la France géographiquement les liens avec l'Afrique sont fondamentaux. Nous sommes attirés par l'Afrique alors que nos amis Allemands regardent vers l'Europe centrale et orientale et s'en fichent éperdument.

H. Hamiche : On aurait pu penser qu'avec la conjoncture actuelle et la compétition avec les Chinois, les Russes, les Brésiliens ou même les Turcs, l'Union Européenne aurait pris au sérieux ces axes stratégiques

A.-C. Robert : L'Europe n'a pas forcément de stratégie. Quand vous regardez la boussole stratégique, vous voyez qu'il y a beaucoup de déclarations de principes et de libre-échange mais pas de choix prioritaire et de hiérarchie, en tous cas envers l'Afrique.

H. Hamiche : Au sein de l'Union Européenne, la France historiquement est la plus impliquée sur le continent africain, notamment militairement. Concernant Barkhane justement, on parle d'échec politique et de réussite militaire, êtes-vous d'accord ?

A.-C. Robert : Dans la première phase, l'opération Serval, celle-ci fut une réussite parce que ça avait arrêté la fameuse offensive : Barkhane avait publié plein de communiqués, concernant l'élimination de tel ou tel chef terroriste, de la reprise de tel ou tel village. Donc militairement effectivement il y avait et il y a des succès. Mais le problème, comme dit Marc-Antoine Pérouse de Montclos, n'est pas militaire mais politique, même s'il y a une supériorité militaire sur certaines zones. Comme le terrorisme renaît, pour d'autres raisons notamment économiques et sociales, vous avez beau avoir des succès militaires, vous n'allez jamais régler le problème. Parce que ce que vous avez tué dans un coin, il en renaît ailleurs d'une autre manière.

H. Hamiche : Il y a aussi l'effet de la corruption associée au terrorisme, notamment sur les effets corruptifs au sein de l'armée malienne dont les soldats passaient du côté des terroristes. Ça s'avère être un cycle infernal.

A.-C. Robert : Oui bien sûr.

H. Hamiche : Alors la Russie, menace ou opportunité pour la France en Afrique francophone ?

A.-C. Robert : Si la France était pragmatique elle aurait pu peut-être trouver un *modus vivendi* avec les russes. Par exemple, dans le cadre de la lutte antiterroriste, une alliance avec la Russie aurait pu être productive. D'ailleurs Poutine avait proposé en 2017 ou 2018 à l'Assemblée générale de l'ONU une grande coalition contre le terrorisme qu'il avait comparé à la grande coalition contre le nazisme, en précisant que Staline et Roosevelt ne s'aimaient pas du tout mais ils ont su se mettre ensemble contre un ennemi plus important et plus dangereux. Poutine avait proposé ça mais évidemment personne ne lui a répondu. Effectivement on aurait pu se partager les tâches ou regarder ça de très près militairement, mais le fait est que quand on est parti sur une base morale, et que par ailleurs la compagnie Wagner commet certains crimes, on n'a pas du tout ouvert cette porte là.

H. Hamiche : La France avait-elle coopéré avec la compagnie Wagner en Libye ?

A.-C. Robert : En Libye, oui. La France avait joué sur deux tableaux parce qu'elle avait soutenu le maréchal Haftar tout en votant à l'ONU le soutien du gouvernement officiel de Tripoli. On s'est fâché avec nos amis Italiens sur ce point d'ailleurs.

H. Hamiche : Donc la France peut jouer un double jeu et être très pragmatique ?

A.-C. Robert : Oui. C'est l'une des choses que le président Macron avait laissé entendre au début de son premier mandat en disant que s'en était fini de la diplomatie morale qu'il reprochait beaucoup à François Hollande. Celui-ci avait même interdit à Vladimir Poutine de venir inaugurer l'église orthodoxe du côté du pont de l'Alma, ce qui est un geste d'humiliation peu intelligent. Donc quand Macron est arrivé en 2017 et a dit « *non, moi je vais être plus posé, plus réaliste* » (d'ailleurs il avait reçu Poutine en grande pompe à Versailles, puis à Brégançon), on pensait qu'il allait être un peu plus froid. Mais rapidement, sous l'influence des européens et des américains, il a repris un discours un peu plus tranché avec l'idée qu'on ne peut travailler avec certains groupes et certains régimes. Puis, il y a la personnalité de Le Drian, qui j'espère ne sera pas reconduit comme ministre (*Le Drian sera remplacé le 20 mai 2022 par Catherine Colonna dans le Gouvernement Borne*).

H. Hamiche : Le nouveau Jacques Foccart ?

A.-C. Robert : Il a un carnet d'adresses phénoménal mais pousse à une certaine intransigeance du président sur le Mali et a quand même tenu des propos très cassants. L'objectif de Macron est beaucoup centré sur les alliances européennes. Mais ça ne coïncide pas avec les nécessités de la géopolitique actuelle qui est en pleine recomposition et qui nécessite au contraire plusieurs « fer au feu », de « ne pas avoir tous ses œufs dans le même panier ».

Macron sort de temps en temps un peu du cadre, comme par exemple quand il est venu au secours de la Grèce face à la Turquie, et a conclu un accord de défense bilatéral, ce qui est étrange puisqu'on est tous membres de l'Alliance Atlantique. Mais globalement pour l'Afrique on perd clairement en autonomie. Le Président Macron pense qu'avec quelques gestes il va s'en sortir, comme en rendant des œuvres d'art...

H. Hamiche : Mais si on continue dans cette direction, sans entente ou coopération et en continuant à s'affronter, la France et la Russie vont y perdre au profit des Chinois ou d'autres ?

A.-C. Robert : Oui c'est sûr qu'eux ramassent la mise, c'est certain.

H. Hamiche : La Chine ne s'intéresse pour l'instant qu'à l'économie en Afrique, mais un jour viendra où ils y feront de la politique.

A.-C. Robert : Ça viendra peut-être.



SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

